

Équateur : Travailleurs et retraités exigent le rejet d'un décret-loi de Lasso



La Havane, 27 septembre, (RHC)- Des organisations de travailleurs et de retraités équatoriens ont manifesté ce mardi devant la Cour constitutionnelle à Quito.

Ils ont demandé aux magistrats de cette cour de rejeter le décret-loi envoyé par le président Guillermo Lasso sur l'équilibre et la transparence des finances publiques.

Avec des pancartes et des slogans, les manifestants, pour la plupart des enseignants, des étudiants et des retraités ont dénoncé l'atteinte aux budgets de la santé, de l'éducation et de la protection sociale contenue dans le décret-loi.

La Cour constitutionnelle a organisé mardi une audience publique pour entendre les arguments des représentants de l'administration Lasso et de la société civile, mais elle n'a pas fixé de délai pour se prononcer sur la proposition.

Cette instance, qui veille au respect de la Constitution, a rejeté trois des quatre initiatives présentées par le président Lasso ces trois derniers mois, après la dissolution de l'Assemblée Nationale.

Selon Isabel Vargas, présidente de l'Union nationale des enseignants, si cette disposition était mise en œuvre, non seulement elle entraînerait des réductions, mais elle supprimerait également l'obligation de l'État de verser 40 % des ressources à l'Institut équatorien de protection sociale.

Il est inconcevable qu'un président à l'agonie, sur le point de partir, puisse accorder ces coupes sombres néolibérales qui vont affecter tous les Équatoriens, les étudiants, les enseignants, les malades, les retraités, c'est catastrophique", a déclaré Isabel Vargas.

Le président de la Fédération équatorienne des travailleurs municipaux et provinciaux, Wilson Alvarez, a quant à lui rappelé que le gouvernement devait 24 milliards à l'Institut de la protection sociale et qu'avec ce décret, il entendait ignorer la dette.

Pour sa part, le président de la Fédération des étudiants de l'Équateur, Nery Padilla, a également dénoncé l'intention du gouvernement de réduire davantage les fonds destinés à l'enseignement supérieur, ainsi que le paiement des traitements pour les personnes souffrant de maladies catastrophiques.

Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/335191-equateur-travailleurs-et-retraites-exigent-le-rejet-dun-decret-loi-de-lasso>



Radio Habana Cuba